

La sempiternelle crise du lait en sachet

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

En vue de faciliter la maîtrise de l'économie

Tebboune ordonne un recensement immédiat de la population

Page 2

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5000 - Ven. 7 - Sam. 8 février 2020 - Prix : 10 DA

51^e vendredi de la marche silmya

Les Algériens maintiennent leur mouvement pacifique

● Les Béjaouis au rendez-vous

Page 3

Les accords de Sotchi selon Ankara

Par Mohamed Habili

Après l'importante Maarat al-Nouman, reprise par l'armée syrienne il y a une semaine, c'est autour de Saraqueb de l'être, au grand dam de la Turquie, dont les envois de renforts et les menaces de représailles ont été sans effet, jusqu'à présent tout au moins. L'importance stratégique de ces deux prises au nord d'Idlib, quant à elle toujours aux mains des groupes rebelles, et plus particulièrement de Hayat Tahrir al-Cham, une organisation terroriste y compris pour la Turquie, réside dans le fait qu'elles commandent deux axes routiers, la M4 et la M5, essentiels pour Damas au double plan militaire et économique. Il y a encore peu, un des multiples postes d'observation turcs, installés en application des accords de Sotchi, a été bombardé par l'armée syrienne, ce qui a causé la mort de 6 ou plus soldats turcs. Ankara prétend les avoir vengés en « neutralisant » un bien plus grand nombre de soldats syriens, une information qui a été démentie par l'agence Sana. Aujourd'hui, force est de constater que toutes les conditions sont réunies pour que les deux armées syrienne et turque en viennent à s'affronter dans cette partie de la Syrie, puisque l'une y est en mouvement et que l'autre y dépêche des forces pour stopper sa progression. Sans la Russie, avec sa double casquette d'allié de Damas et de partenaire de la Turquie dans ce qu'on appelle les accords de Sotchi et d'Astana, les affrontements entre eux auraient sans doute déjà commencé, d'autant plus sûrement que l'armée turque va et vient en Syrie comme si elle était chez elle.

Suite en page 3

Le plan d'action du gouvernement approuvé en Conseil des ministres

Cap sur un changement radical de gouvernance



Ph/D. R.

Un peu plus d'un mois après sa nomination, le Chef du gouvernement, Abdelaziz Djerad, a présenté, avant-hier, lors d'un Conseil des ministres présidé par Abdelmadjid Tebboune, son plan d'action qui a été approuvé. Insistant essentiellement sur l'urgence d'une révision profonde des modes de gouvernance, ce document ouvrira mardi l'agenda de la reprise des travaux de l'APN, où il sera débattu en plénière jusqu'au 13 février.

Lire page 2

Extraction de l'huile d'olive

Quand les huileries rivalisent de qualité

Page 4

Musée d'art moderne d'Oran

Le peintre Julio Pizzano expose ses œuvres en Algérie

Page 13

Le plan d'action du gouvernement approuvé en Conseil des ministres

Cap sur un changement radical de gouvernance

■ Un peu plus d'un mois après sa nomination, le Chef du gouvernement, Abdelaziz Djerad, a présenté, avant-hier, lors d'un Conseil des ministres présidé par Abdelmadjid Tebboune, son plan d'action qui a été approuvé. Insistant essentiellement sur l'urgence d'une révision profonde des modes de gouvernance, ce document ouvrira mardi l'agenda de la reprise des travaux de l'APN, où il sera débattu en plénière jusqu'au 13 février.

Par Lynda Naili

Jeudi, le Président Tebboune, après avoir approuvé le plan d'action de son gouvernement, lors d'une réunion extraordinaire du Conseil des ministres dédiée à cet effet, a instruit l'exécutif de veiller à une répartition équitable du développement au niveau national et à l'appui aux entreprises aptes à créer de l'emploi à travers des avantages fiscaux à même de les inciter à contribuer à l'absorption du chômage. Pour ce faire, il a appelé à la révision du système fiscal à travers l'accélération de sa numérisation, qui doit s'étendre à l'administration des Douanes afin d'éradiquer les fléaux de l'évasion fiscale et de la contrebande qui gangrèment l'économie nationale, alimentent les pratiques de corruption et maintiennent notre dépendance à la rente pétrolière. En outre, réitérant la disposition de l'Etat à encourager tout projet d'industries manufacturières par un financement pouvant atteindre un taux de 90 % et à lui donner la priorité dans l'octroi du foncier industriel, le président a insisté sur l'impératif de donner la priorité absolue à la transformation des matières premières nationales au lieu de leur exportation systématique en brut, au regard de leur rôle en matière de création de richesse et d'emplois. Par ailleurs, le président de la République a demandé au Premier ministre de veiller à la bonne préparation de l'organisation de la réunion gouvernement-walis, prévue au début de la deuxième quinzaine du mois



PHOTO R.

d'action du gouvernement focalise sur le triptyque d'un renouvellement économique basé sur la sécurité alimentaire, la transition énergétique et l'économie numérique. Par ailleurs, ce plan qui entend permettre à la femme d'occuper la place qui lui sied sur la scène politique et dans les postes de responsabilité et de réaliser son autonomie, mise aussi sur la jeunesse qui constitue une priorité cruciale et pour laquelle le plan national quinquennal 2020-2024 concède à l'associer efficacement au processus d'édification de la nouvelle République, dans tous les domaines. S'agissant de la sécurité et de la défense nationales, le gouvernement s'attelle à l'intensification des efforts de modernisation de l'ANP, de consolidation de sa professionnalisation, de renforcement de ses capacités en matière de cyber-défense, outre le développement de l'industrie militaire. L'objectif est de garantir une constante disponibilité opérationnelle face aux menaces externes, la poursuite de la lutte contre les résidus du terrorisme et du crime organisé et la contribution efficace à la prise en charge médicale des populations des zones enclavées, notamment dans les Hauts-Plateaux et le Sud. Enfin, en matière de politique étrangère, le plan d'action du gouvernement s'appuie sur le dialogue dans le règlement des conflits et accorde un intérêt particulier à l'Afrique ainsi qu'à la communauté algérienne établie à l'étranger et à son implication dans le processus du renouveau national. L. N.

de février en cours, en présence des chefs de wilaya et des présidents des Assemblées populaires de wilaya et des présidents des Assemblées populaires communales des chefs-lieux de wilayas.

Ce que prévoit le plan d'action du gouvernement

Le plan d'action du gouvernement, qui puise sa référence des engagements du président de la République, met en avant, en premier lieu, l'urgence de procéder à une révision profonde des modes de gouvernance et de

concevoir de nouvelles règles afin de mener à bien les politiques de développement et d'insuffler une dynamique interactive. Ainsi, dans le cadre de la consolidation de l'Etat de droit et de la promotion de la pratique de la démocratie réelle, le gouvernement œuvrera à garantir les libertés de réunion et de manifestation pacifique et à soutenir la presse et les médias dans l'exercice de leur activité dans le cadre de la liberté, du professionnalisme et du sens de responsabilité et de l'éthique, outre la régulation de la presse électronique et de la publicité. En outre, il est préconisé, au titre de

ce plan d'action de l'exécutif, l'adoption de plusieurs mécanismes, essentiellement la réforme du système électoral, l'opérationnalisation de mécanismes innovants de réforme financière et fiscale, outre l'adoption d'une démarche rassurante en direction des opérateurs économiques les plus affectés par les choix inappropriés en matière de gestion des affaires économiques. A ce sujet, évoquant à la mise en place d'une cartographie nationale d'investissement à travers l'ouverture de nouveaux espaces dédiés au foncier industriel, notamment dans les Hauts-Plateaux et le Sud, le plan

En vue de faciliter la maîtrise de l'économie

Tebboune ordonne un recensement immédiat de la population

Pour déterminer la consommation nationale quotidienne et pouvoir l'adapter avec les importations et nos besoins réels, le Président Tebboune a ordonné, lors de la réunion extraordinaire du Conseil des ministres qu'il a présidé jeudi, la préparation immédiate d'un recensement général de la population. En effet, le président de la République a demandé au ministre concerné de préparer immédiatement un recensement général de la population afin que la politique de la planification nationale soit fondée sur des bases solides. Relevant des imprécisions dans certains chiffres relatifs au domaine économique, M. Tebboune a rappelé que «l'économie ne repose pas sur des estimations approximatives mais sur des statistiques exactes». Il a instruit également la création d'un réseau interactif de statistiques s'étendant à tout le territoire national, de la commune au ministère en charge des statistiques, en vue de faciliter la maîtrise de l'économie.

Le président a réitéré son appel aux ministres concernés à l'impérative intensification du contrôle de l'importation des produits contrefaits à travers la mise en place de laboratoires polytechniques modernes au niveau de tous les accès du

pays, en vue de s'assurer de la qualité et de la conformité des produits importés, notamment ceux destinés à la consommation ou à l'utilisation dans le secteur de la construction.

De même qu'il a instruit le ministre du Commerce d'interdire l'importation des viandes séchées.

La jeunesse étant une priorité cruciale dans le plan d'action du gouvernement, constituera l'axe d'un plan national quinquennal 2020-2024 visant à lui permettre de contribuer efficacement au processus d'édification de la nouvelle République, dans tous les domaines. Le gouvernement s'emploie à la réunion de toutes les conditions à même de permettre à la femme d'occuper la place qui lui sied sur la scène politique et dans les postes de responsabilité et de réaliser son autonomie. Par ailleurs, le président de la République a enjoint au gouvernement d'accorder davantage d'intérêt à la société civile en l'aidant à s'organiser en associations qu'il faut agréer sans tarder, car elles constituent le creuset du progrès et du développement. Il a ordonné, en outre, l'encouragement de l'action caritative et du bénévolat en tant que levier important de l'émulation pacifique à la solidarité et

au renforcement de la cohésion nationale.

Concernant le système de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le président de la République a ordonné au ministre en charge du secteur une profonde révision dans son volet social et pédagogique pour être en adéquation avec les exigences de l'heure, notamment l'accroissement démographique pesant sur les capacités de l'Etat.

Tebboune ordonne une rupture avec les pratiques du passé dans la Santé

Avant la levée de la réunion, le président de la République a instruit le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière d'entamer de suite les études nécessaires pour l'inscription d'un projet de réalisation d'un Centre hospitalier anti-cancer au niveau de la wilaya de Djelfa, dont l'entame des travaux doit intervenir avant la fin de l'année en cours.

Les instructions du président interviennent en réponse aux demandes des habitants de cette wilaya pour mettre fin aux souffrances des cancéreux, obligés de se déplacer vers d'autres wilayas pour rece-

voir les soins, notamment vers le CHU Frantz-Fanon de Bliida. Le Président Tebboune avait ordonné, lors de la réunion du Conseil des ministres du 18 janvier dernier, une rupture avec les pratiques du passé dans le domaine de la Santé et l'adoption d'un plan d'urgence axé sur deux priorités, à savoir la prise en charge dans les services d'urgence et la prise en charge des femmes enceintes. Estimant que les Urgences et les Services obstétricaux sont le maillon faible du système sanitaire, M. Tebboune a appelé à une réorganisation du secteur et à des mesures pratiques en matière de formation de médecins urgentistes et de paramédicaux, en plus de l'encouragement de ces médecins à travers des incitations appropriées.

Soulignant l'impératif du dépistage précoce des maladies gérontiques, chroniques et des cancers, le Président Tebboune a relevé l'impératif d'une réflexion sérieuse sur la problématique du service civil et de mesures incitatives, en accordant la priorité à la formation de médecins du Sud pour pallier définitivement le manque de spécialistes dans cette région du pays.

Louiza Ait Ramdane

51^e vendredi de la marche silmya

Les Algériens maintiennent leur mouvement pacifique

A deux semaines seulement du premier anniversaire du mouvement populaire pacifique déclenché le 22 février dernier, des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants ont investi les rues des différentes villes du pays pour exiger une Algérie libre et démocratique.

Par Thinhinene Khouchi

Comme au premier jour, les manifestants étaient nombreux à gagner la rue dans plusieurs villes du pays. A Alger, le décor semblait figé depuis le 22 février, la rue de Hassiba, boulevard Victor Hugo, rue Didouche Mourad et rue Khelifa Boukhalfa et les alentours de la Grande Poste étaient décorés hier de l'emblème national, de pancartes et surtout de visages convaincus et déterminés à produire le changement en poursuivant leur mouvement pacifique. Comme chaque vendredi, la marche a débuté après la prière. Les manifestants ont alors sillonné les différentes rues de la capitale pour réclamer le changement, une Algérie libre et démocratique, l'instauration d'un Etat de droit, l'indépendance de la justice, la poursuite de la libération des détenus d'opinion, le changement profond. A deux semaines du premier anniversaire du hirak, les Algériens ont de nouveau réitéré leur engagement à poursuivre leur mouve-



Ph. > E. Sonnyal, A.

ment scandant «makanch marche-arrière hata yetnahaw gaâ» (pas de marche-arrière jusqu'au départ de tous). Les participants à ce 51^e vendredi ont aussi exprimé «Oui à l'agriculture au Sud, oui au changement pacifique du système». En outre, les manifestants ont appelé à une «Transition démocratique

négociée» à la «Réalisation de l'ouverture politique et de l'information», «La séparation des pouvoirs», «Réduction des prérogatives du président de la République», «L'amendement de la loi électorale», «La révision de toutes les lois adoptées durant l'année 2019 par le gouvernement intérimaire» ainsi que «La

poursuite de la lutte et le jugement des têtes de la corruption». Par ailleurs, ils ont scandé des slogans à travers lesquels ils ont réaffirmé leur «attachement à l'unité nationale», «à leur mouvement» et le départ de l'issaba scandant «goulna el issaba trouh, Ya hna ya ntouma...» (On a dit que el issaba doit partir, soit nous soit vous). Enfin, des marches pacifiques ont été organisées dans plusieurs villes du pays à l'instar de Béjaïa, Constantine, Oran, Tizi Ouzou, M'sila, Bouira, où des centaines de manifestants ont réitéré leur engagement à poursuivre la lutte contre la corruption et les corrupteurs et leur engagement à produire le changement radical en Algérie, appelant ainsi à «l'instauration d'un Etat de droit», «une Algérie libre et démocratique», «la poursuite de la libération des détenus d'opinion». Ils ont aussi réaffirmé leur «attachement à l'unité nationale» et leur «opposition à l'exploitation du gaz de schiste». Notons qu'un important dispositif sécuritaire a été déployé pour encadrer la marche. T. K.

Les Béjaouis au rendez-vous

La mobilisation était encore au rendez-vous. Il est 12h58 : l'esplanade de la maison de la culture est pleine de monde comme toujours. Les gens continuent d'y affluer. Ils convergent vers les lieux en groupes et parfois individuellement. La mobilisation ne faiblit pas. Des manifestants arborent des banderoles, des pancartes sur lesquelles sont portées des revendications et l'emblème amazigh,

d'autres tiennent le drapeau national et des portraits des détenus dont celui de Karim Tabbou et d'autres. La marche débute, ils scandent : «Allah akbar Karim Tabou», «Karim Tabbou chaâb gaâ yihebou». Avancant sur le boulevard de la Liberté, la foule scande des slogans hostiles au pouvoir, notamment au niveau du tunnel d'Amziw, «Y'en marre de ce pouvoir», «Makench hiwar maâ essarrakine», etc. On

remarque parmi la foule dans un carré d'universitaires l'avocat et militant des droits de l'homme M^e Mustapha Bouchachi. «Wirahi el adala warah el qanoun», «Noukni nenad astrouhem, astrouhem», «Libérez les détenus», «Libérez l'Algérie», «Siyada chaâbia marhala intikalia», etc. Les manifestants réclament à travers leurs slogans un changement de régime politique et un processus de transition qui puisse mettre le

pays sur orbite et en finir avec les pratiques du passé. Ils réclament aussi la libération des détenus dont Karim Tabbou, Fodhil Boumala, Brahim Laâlam, l'étudiante Nour El-Houda Oggadi et tous les autres. Les revendications restent identiques, alors que le mouvement va bientôt boucler une année de sa vie. Une marche nationale est prévue le 16 du mois courant à Kherrata.

Hocine Cherfa

La distribution à l'origine de la pénurie

La sempiternelle crise du lait en sachet

La crise du lait pasteurisé en sachet semble ne pas connaître sa fin. Ce produit consommé par les citoyens aux revenus modestes, a déserté le marché dans plusieurs communes de la capitale, au cours de ces derniers jours. Malgré la volonté affichée par le gouvernement pour développer la filière de lait cru et minimiser cette crise qui frappe régulièrement le marché, la pénurie perdure. L'exacerbation de la crise est devenue insupportable pour de nombreux citoyens. La situation s'enlise car la production nationale demeure insuffisante comparée à la forte demande, et ceci malgré toutes les initiatives émanant des autorités pour améliorer cette filière. D'après le directeur du commerce de la wilaya d'Alger, Abdellah Benhela, c'est un problème de distribution et

non de production. Le principal problème relevé sur le marché d'approvisionnement en lait en sachet subventionné réside dans la phase de distribution et non dans la quantité produite, laquelle suffit à couvrir les besoins de la capitale, a-t-il fait savoir, précisant que toutes les mesures ont été prises pour venir à bout de ce problème. Rappelant qu'une quantité de 744 000 litres/jour de lait pasteurisé est commercialisée dans la wilaya, produite par 8 laiteries (publiques et privées) activant au niveau de la wilaya, dont la laiterie publique Colalait de Birkhadem et 7 autres laiteries privées, il a indiqué que la quantité produite et commercialisée couvre les besoins des Algérois. La capacité de production de lait pasteurisé de Colalait demeure la plus importante avec une part de 384 000 litres/jour,

avec un niveau de production variable pour les 7 autres laiteries privées. Il a assuré, en outre, que tous les distributeurs relevant des laiteries de la wilaya d'Alger ont été tenus de respecter leurs parts. Le même responsable a rappelé que des agents de contrôle et de la répression des fraudes relevant de la direction de commerce ont été mobilisés récemment afin de s'assurer du respect des réseaux de distribution et du plan de distribution du lait pasteurisé, et ce à partir de la matinée au niveau des laiteries de la wilaya d'Alger dans l'objectif est de garantir la transparence de l'opération de distribution du sachet de lait et de s'assurer que le produit soit à la portée du consommateur au prix légal fixé. Les équipes de contrôle créées veillent au respect par les distributeurs agréés

des itinéraires définis dans la feuille de route de chacun, ajoutant qu'il a été procédé, dans le cadre de mesures spéciales, à la mise en œuvre des dispositions de «la feuille de route» devant définir les lieux de distribution et la quantité destinée à chaque distributeur, a-t-il soutenu. Des amendes seront infligées à toute personne qui imposerait au détaillant et au consommateur d'acheter d'autres produits avec le lait subventionné (lait de vache et autres produits laitiers), a-t-il averti. Des campagnes d'inspection inopinées sont menées par les agents de contrôle relevant de la direction du commerce de la wilaya, en coordination avec les services de sûreté, auprès des petits distributeurs de lait relevant du secteur privé, notamment ceux exerçant sans registre, a indiqué la

LA QUESTION DU JOUR

Les accords de Sotchi selon Ankara

Suite de la page une

Ce qui constitue la meilleure des raisons pour qu'un pays déclare la guerre. C'est la présence militaire turque dans la région d'Idleb qui explique que celle-ci n'est pas encore repassée en entier dans le giron de Damas. Autant donc dire que la Turquie n'occupe pas seulement les 12 ou 13 postes dit d'observation, mais tout ce qui dans Idleb échappe à l'autorité de Damas. Encore ne s'agit-il là que du nord de la Syrie à l'ouest de l'Euphrate, puisqu'elle est aussi présente à l'est de l'Euphrate. Cette occupation est en apparence temporaire, en réalité elle est sinon définitive du moins à durée indéterminée au point de vue de la Turquie, pour qui l'ancienne Syrie a cessé pour toujours d'exister. Un Etat qui n'existe plus, dont le territoire est frontalier du sien, dont une partie non négligeable de sa population est déjà passée de son côté, pour ainsi dire avec armes et bagages, elle estime avoir tous les droits d'en prendre sa part, d'autant que des pays venus de loin sont en train de s'assurer de la leur. Aussi étonnant et sommaire qu'il puisse paraître, ce raisonnement est bien celui que se tient la Turquie sous Recep Tayyip Erdogan par rapport à son voisin du sud. Elle ne laisserait pas un pays frontalier, qui d'ailleurs par le passé a été le sien, retomber dans l'état de nature et se faire par là même dépecé sans qu'elle soit un membre actif de la curée. Sur ce pays, pense-t-elle tout haut, elle a plus de droits que la Russie, l'Iran, ou les Etats-Unis. Ce qu'elle veut après tout, c'est juste faire la même chose qu'Israël, qui a estimé que le moment était idéal pour annexer définitivement le Golan. Or ce qui lui a été permis devrait le lui être, à elle aussi. Elle ne s'exprimerait pas de défendre ses droits en Syrie, ce pays reviendrait tout entier à d'autres, à la Russie bien sûr, à l'Iran, à d'autres encore peut-être. Telle est sa lecture des accords de Sotchi et d'Astana

M. H.

même source, précisant que des contraventions ont été dressées contre certains distributeurs qui spéculaient sur le prix de ce produit.

Meriem Benchaouia

Extraction de l'huile d'olive

Quand les huileries rivalisent de qualité

■ Aux piémonts des monts Beni Khettab de la commune de Texenna et les sommets de Beni Ahmed à Kaous (Jijel), les familles poursuivent la cueillette des olives dont la récolte de cette saison enregistre des niveaux records par rapport aux saisons précédentes.

Par Ouleya D.

Dans ces régions à vocation traditionnellement oléicole, les «intrus» doivent faire montre de beaucoup d'application pour comprendre le processus de production de la précieuse huile d'olive depuis la cueillette jusqu'à l'extraction. Ils doivent pour cela saisir la pleine signification de nombre de termes lexicaux quasi spécifiques aux oléiculteurs, comme le mot «mezba-cha» désignant ainsi le rameau utilisé pour rapprocher les branches chargées d'olives et «Ketmir» qui sert à ôter les branches asséchées de l'arbre. Cela avant d'obtenir «Boumsesli», l'huile extraite des olives bouillies tandis que le terme «Boumkerkeb» désigne l'huile obtenue par écrasement des olives par une grosse pierre lisse appelé «Kerkaba», expliquent les initiés qui soutiennent que la cueillette des olives exige des propriétaires des vergers de faire appel à la solidarité intrafamiliale. Au moment de l'extraction de l'huile, chacun a ses préférences, puisque certains optent pour les huileries modernes «plus rapides et à rendement plus élevé», alors que d'autres se montrent plus conservateurs et préfèrent les vieux pressoirs qui utilisent El Kerkaba pour broyer les olives et extraire, selon eux, une huile «au goût plus raffiné et de meilleure qualité». A cet effet, Mohamed, exploitant une huilerie moderne, souligne que beaucoup de familles et propriétaires de vergers oléicoles penchent pour les huileries modernes qui, outre le fait d'être trois à quatre fois plus rapides que les traditionnelles, offrent l'avantage de laver les olives et de les séparer des feuilles de sorte à donner une huile plus pure avec en plus



deux à trois litres supplémentaires au quintal. D'un avis opposé, Riadh Lechehab, jeune exploitant d'un pressoir traditionnel appartenant à une famille d'oléiculteurs de père en fils, estime que «celui qui recherche la qualité et le goût authentique n'a qu'une seule alternative, recourir au pressoir traditionnel à pierre». Un petit détail d'apparence anodine est à l'origine de cette différence de goût et de qualité, selon Riadh, et qui réside dans l'eau tiède utilisée pour le pressoir traditionnel, ne dépassant guère les 30 degrés, assurant que de nombreux oléiculteurs préfèrent tou-

jours l'huilerie traditionnelle car ils considèrent que la perte d'un ou deux litres au quintal est minime comparativement au gain de qualité et de goût. Pour sa part, Boudjemaa Manhour, exploitant également une huilerie traditionnelle, relève que d'autres facteurs participent à faire la différence s'agissant de la qualité de l'huile d'olive, à leur tête la maîtrise des processus de pression et de stockage. «Nos grands-pères entreposaient l'huile et les olives dans des récipients en poterie, tandis qu'aujourd'hui les agriculteurs utilisent des sacs en plastique pour conserver leurs olives

pendant plus d'un mois, détériorant ainsi la qualité du fruit et de son huile», a-t-il relevé, soulignant qu'«une pression mal faite peut faire perdre 20 % de la production et réduit la qualité de l'huile».

Une huilerie «amie de l'environnement», un modèle à copier

Face au dilemme généré par le choix entre une huilerie traditionnelle ou moderne, Mohamed Benseghir semble s'être frayé une troisième voie en lançant son projet d'huilerie «amie de l'environnement» dans la zone d'acti-

visés de Ouled Salah, commune Emir Abdelkader. «Cette huilerie permet de produire une huile conforme aux normes internationales et se démarque par son recours à des techniques qui préservent toute la valeur nutritive de l'huile naturelle en utilisant de petites quantités d'eau de l'ordre de 1% à peine par rapport à la moyenne des autres huileries», assure son propriétaire. L'huile ainsi extraite à des températures variant entre 25 et 27 degrés est ensuite filtrée puis placée dans des bouteilles en verre, affirme Benseghir qui précise que «toute la production d'huile de la saison passée a été exportée vers l'Europe après que les analyses aient montré sa haute qualité et sa conformité aux normes internationales». Même si les appréciations des huileries divergent, il demeure toujours unanimement reconnu que l'olivier représente un arbre béni dont le fruit fournit une huile qui sert à la fois à l'alimentation et à la médication à condition d'être extraite conformément aux critères requis. Les services agricoles de la wilaya de Jijel prévoient la production de 11 millions de litres d'huile d'olive cette saison, selon le secrétaire général de la Chambre de l'agriculture, Yacine Zedam, qui a fait savoir que l'oléiculture occupe 45 % de la surface agricole totale et 65 % de la superficie consacrée à l'arboriculture fruitière à travers la wilaya. Classée en tête, la variété d'olivier «Chemlal» est plantée sur 52 % des vergers oléicoles tandis que les variétés «Azeradj» et «Rougette» arrivent en seconde position avec chacune 4,5 % de vergers. Les 38% restant de l'oliveira de la wilaya sont plantés d'espèces d'oliviers à rendement moindre, est-il précisé.

O. D./APS

Hydrocarbures

Hakkar : Sonatrach s'engage à s'acquitter de son rôle de «leader économique»

Le nouveau Président-directeur général (P-DG) du Groupe Sonatrach, Toufik Hakkar a présenté, jeudi à Alger, les grandes lignes du plan d'action du Groupe, affirmant l'engagement de Sonatrach à s'acquitter de son rôle de «leader économique» visant à créer une valeur ajoutée et à contribuer à la diversification de l'économie. S'exprimant à l'occasion de son installation dans ses nouvelles fonctions à la tête du Groupe Sonatrach, M. Hakkar a indiqué que la première mission de Sonatrach est de satisfaire les besoins du marché national et de contribuer au développement socio-économique du pays, et c'est pourquoi la responsabilité du groupe s'avère à la fois grande et sensible, impliquant un renouvellement constant de notre capacité en faveur de la communauté nationale, aussi bien à travers la mise à niveau, la valorisation et la prise en charge constante de la ressource humaine, qu'à travers le renouvellement de nos réserves d'hydrocarbures, en recul d'année en année. Le premier enjeu concerne la ressource humaine

à travers sa valorisation ainsi que la consolidation des relations et la facilitation de la communication au sein de la Compagnie, outre la valorisation des talents et la promotion et le développement du système de formation, a-t-il souligné. Le deuxième enjeu défini par M. Hakkar consiste à ériger le Groupe en pôle d'excellence au niveau local et en leader à l'international, pour qu'il soit une référence internationale en matière des hydrocarbures. Il s'agit aussi, selon lui, de s'engager à promouvoir le rôle de leader de Sonatrach à travers la contribution de ses ressources et ses talents à la création d'une valeur ajoutée et à la construction d'une économie diversifiée, à commencer par la promotion des activités du Groupe et le renforcement de ses chaînes industrielles en aval et en amont. Il est également question de valoriser ses ressources à travers la vulgarisation et le développement des industries pétrochimiques et manufacturières. Quand au troisième enjeu, il concerne l'élargissement des périmètres de prospection et d'exploitation et la multiplication

de ses opérations à travers l'ensemble de notre espace géographique national avec tout ce qu'il renferme comme gisements énergétiques Offshore et Onshore. Ces facteurs réunis permettront de «réévaluer et de revoir nos réserves prouvées et de les augmenter, voire les multiplier», a-t-il fait savoir. Evoquant la nouvelle loi sur les hydrocarbures, M. Hakkar a estimé que ce cadre constitutionnel est cohérent et complémentaire car prévoyant l'attractivité requise et créant une valeur ajoutée, soulignant qu'«il est temps de valoriser notre espace minier national, d'autant que nous œuvrons en toute obligation sous le contrôle et l'accompagnement de l'autorité de l'Etat consistant en les institutions et les instances dont la place a été renforcée par la nouvelle loi». Le quatrième défi consiste à honorer les engagements de Sonatrach envers le marché national pour répondre à ses besoins croissants «sans négliger les engagements pris avec les clients étrangers afin de les approvisionner conformément aux contrats conclus et ce dans l'objectif de préserver nos marchés tradition-

nels au niveau international notamment en ce qui concerne le gaz naturel et l'accès à de nouveaux marchés». «Ce défi implique un effort colossal et doit être soutenu par une action constante et précise pour la réduction des coûts de la production et de l'exploitation, outre l'élaboration des plans de développement de qualité devant réduire les coûts de réalisation et les délais», a-t-il précisé. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune avait nommé, mercredi, M. Hakkar à la tête de Sonatrach en remplacement de Kamel Eddine Chikhi. Agé de 49 ans, M. Hakkar avait occupé plusieurs postes importants dans le secteur des hydrocarbures notamment celui de vice-président Business Development et Marketing de la Sonatrach. Titulaire d'un diplôme Master en économie de l'énergie et de l'environnement de l'Ecole supérieure Enrico Mattei en Italie, M. Hakkar est diplômé également de l'Institut national des hydrocarbures et de la chimie (INHC) de Boumerdes et titulaire d'un diplôme d'ingénieur d'Etat, spécialité économie pétrolière.

Yanis Gh.

Céréales

1 milliard de dollars économisé grâce à la hausse de la production nationale

■ Les bons résultats réalisés au cours de la campagne céréalière 2018/2019, conjugués aux mesures de rationalisation des importations, ont permis de faire des gains conséquents pour le Trésor public en devises, estimés à plus d'un milliard de dollars, a indiqué, jeudi, l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAI) dans un communiqué.

de contribution à la diversification de l'économie nationale», note la même source. D'ailleurs, «cette mobilisation sans précédent» a permis à l'Office de hisser sa collecte à un niveau «historique» de 27 millions de quintaux (qx) dont plus de 20,2 millions de qx de blé dur, 3,6 millions de qx d'orge et 3,3 millions qx de blé tendre.

Dans ce sens, l'OAI a souligné qu'il n'était pas sorti sur le marché international du blé dur depuis le mois d'avril 2019, et continue, de ce fait, à assurer l'approvisionnement des unités de transformation avec le produit national, et ce, jusqu'aux moissons 2020. Pour ce qui est du blé tendre, destiné notamment à la transformation de la farine panifiable, les importations ont diminué de 18 % en quantité et de 16,33 % en valeur au titre de l'année 2019 en comparaison avec l'année 2018, selon les chiffres de l'Office. «Pour autant, les pouvoirs publics ont mis en place une stratégie visant l'augmentation de la production nationale de blé tendre. Cette stratégie, basée sur l'exploitation des potentialités qu'offre le Sud du pays et les Hauts-Plateaux, comprend aussi un système national de lutte contre le gaspillage de ce produit, qui pèse lourd sur la balance

des paiements, avec des pertes en devise estimées à plus de 350 millions de dollars/an», précise la même source. S'agissant de l'orge, destinée à l'alimentation du bétail, l'OAI n'a conclu aucun contrat d'importation depuis février 2019 et son stock permettait de couvrir les besoins en ration d'orge du cheptel jusqu'à la prochaine campagne sans recourir à de nouvelles importations. Néanmoins, «l'apparition de nouveaux besoins contraint l'Office de puiser dans ses stocks pour pallier cette situation et de recourir à l'importation d'orge pour assurer la soudure avec la prochaine campagne moisson-battage», est-il relevé dans le communiqué. En effet, ces nouveaux besoins sont dictés par l'insuffisance de la pluviométrie enregistrée depuis l'automne 2019 dans les zones d'élevage, qui est défavorable au développement des pâturages notamment au niveau de la steppe. L'OAI rappelle, à cet égard, que la ration d'orge vient en complément des pâturages contribuant traditionnellement à l'alimentation des cheptels, notamment en zones steppiques. «Des mesures d'encadrement et d'optimisation de la gestion de ces zones sont d'ailleurs en cours de mise en place en concertation avec les

professionnels, et ce, afin d'arriver à un système d'exploitation durable de ces parcours et éviter leur dégradation», ajoute la même source. Cet apport supplémentaire tient également compte de la prise en charge des nouveaux besoins des cheptels camelin et caprin au vu de leur développement et de l'importance qu'ils représentent, notamment dans les wilayas frontalières du Sud du pays. Pour rappel, des nouveaux points de vente et distribution d'orge subventionnée ont été ouverts récemment à In Salah, Tindouf, Timimoune, Bordj Badji Mokhtar et Tarat, et ce, pour faciliter l'accès aux éleveurs.

S. K.

Ph.D. R.



Par Salem K.

«C'est le résultat, jamais réalisé auparavant, n'est que le fruit des efforts

des centaines de milliers de producteurs et des milliers de techniciens tous mobilisés pour relever le défi de renforcement de la sécurité alimentaire du pays et

Zone de libre-échange africaine

Les travaux préparatoires au lancement sont à un stade avancé

Le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki Mahamat, a déclaré, jeudi à Addis Abeba, que les travaux préparatoires au lancement effectif de la Zone de libre-échange prévue le 1^{er} juillet 2020 sont à un «stade d'avancement appréciable».

«Les travaux préparatoires au lancement effectif de la Zone libre-échange continentale africaine (ZLECAF) prévue le 1^{er} juillet 2020 sont à un stade d'avancement appréciable», a indiqué M. Faki à l'ouverture des travaux délibératoires de la 36^e session ordinaire du Conseil exécutif de l'UA, préparatoire au 33^e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'organisation (9-10 février) à Addis Abeba. M. Faki a souligné que «la Zone de libre-échange – pôle d'impulsion de cohérence économique – interpelle davantage de créativité et parfaite maîtrise de la technologie numérique. C'est la raison pour laquelle la commission a travaillé, tout au long de l'année, au projet de la stratégie pour la transformation numérique de l'Afrique pour la période 2020-2030, ainsi qu'à la réalisation du projet du Réseau électronique africain». Il a évoqué, à ce propos, «un plan d'action pour la formation technique, professionnelle et entrepreneuriale et l'emploi des jeunes et un autre plan d'action décennal pour l'élimination du travail des enfants, du travail forcé, de l'esclavage moderne et de la traite des êtres humains en Afrique pour la période 2020-2030». Moussa Faki a, en outre, affirmé que la mise en œuvre de ces plans pourrait avoir un «impact positif sur la réduction quantitati-

ve des flux des réfugiés, poussés pour la plupart d'entre eux vers des destinations inconnues du fait de la misère», mettant l'accent sur la maladie du virus Ebola dans la région des Grands Lacs et le coronavirus, dont «la propension inquiète et requiert une attention soutenue dans les institutions de santé publique du continent». Revenant sur le thème de cette 33^e session ordinaire de l'UA «Faire taire les armes : créer des conditions propices au développement de l'Afrique», le président de la Commission de l'UA a dit que «la volonté et les efforts mobilisés de bâtir une Afrique solide dans ses fondations, drapées de sa fierté panafricaine sur l'échiquier international, sont menacés d'être sapés par le défi sécuritaire». Avant d'ajouter : «La montée en puissance des terroristes, attestée par des attaques meurtrières à répétition qui endeuillent nos populations, jettent les survivants sur la route de l'exil et des déplacements forcés, constituent un sujet permanent de préoccupation, d'où la pertinence du thème de cette année». C'est pourquoi, préconise M. Faki, «ce que ce thème doit interroger entre autres, la doctrine africaine en matière de sécurité et questionner sur ses causes profondes». «Il nous faut construire la paix autrement, en mettant en œuvre des solutions innovantes qui relativisent la solution militaire en l'assortissant des mesures relevant d'autres registres, notamment le développement et le tout dans la solidarité», a-t-il conclu. Les travaux délibératoires de la 36^e session ordinaire du Conseil exécutif de l'UA se sont ouverts jeudi, au

siège de l'UA en Ethiopie, avec la participation des ministres des Affaires étrangères des Etats membres de l'UA. Cette session du Comité exécutif est préparatoire au 33^e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA (9-10 février) placée sous le thème «Faire taire les armes : créer des conditions propices au développement de l'Afrique».

La réunion du Conseil exécutif qui rassemble les ministres des 54 Etats membres de l'Union africaine ainsi que des responsables de l'UA, examinera le projet d'ordre du jour comprenant les projets de décisions et de déclarations de l'Assemblée avec des recommandations appropriées pour examen par l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA.

Lors de cette session de deux jours, les ministres des Affaires étrangères ou représentants dûment désignés vont délibérer sur les différents points à l'ordre du jour, y compris les rapports du Comité des représentants permanents de l'UA (COREP), ainsi que les rapports des comités du Conseil exécutif et des comités ad hoc.

Le Conseil exécutif procédera également à l'examen et adoption des projets d'instruments juridiques, outre l'examen du projet d'ordre du jour de la 33^e session ordinaire de la Conférence de l'Union africaine. Le Conseil exécutif aura ainsi à étudier, lors de cette session, les projets de décisions et de déclarations devant être soumis pour adoption par les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine.

Malek M./APS

Pétrole Le Brent établi hier à 54,9 dollars

LES PRIX du pétrole se stabilisaient hier en cours d'échanges européens tandis que la Russie a annoncé qu'elle prendrait position sur une éventuelle réduction supplémentaire de production de pétrole «dans les prochains jours». Vers 10h20 GMT (11h20 à Alger), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril valait 54,90 dollars à Londres, en baisse de 0,05 % par rapport à la clôture de jeudi. A New York, le baril américain de WTI pour mars perdait 0,14 %, à 50,88 dollars. Le comité technique qui regroupe de l'Opec+ (les pays membres de l'organisation et leur partenaire) en réunion extraordinaire jeudi à Vienne, était en faveur d'une baisse de production de 600 000 barils supplémentaires par jour pour enrayer la chute des cours provoquée par l'épidémie de coronavirus. Mais pour les analystes, la baisse de production envisagée «ne sera probablement guère suffisante pour faire remonter les prix car la diminution de la demande chinoise est considérablement plus importante». Selon des chiffres évoqués par des analystes, les importations chinoises pourraient avoir chuté de 3 ou 4 millions de barils par jour par rapport à début janvier. Deux semaines après la mise de facto en quarantaine du Hubei, province où est apparue la pneumonie virale, l'épidémie a contaminé 31 161 personnes en Chine continentale dont 636 sont décédés, selon les derniers chiffres officiels.

R. E.

Blida

Activation d'un incubateur technologique régional à l'université Saàd-Dahleb

■ Un incubateur technologique régional a été activé jeudi à l'université Saàd-Dahleb de Blida, sélectionnée avec huit autres universités nationales pour la mise en œuvre de ce projet visant l'accompagnement des étudiants porteurs d'idées innovantes dans la concrétisation de leurs projets sur le terrain.

Par Nassima A.

La cérémonie d'activation officielle de cet incubateur régional a été marquée par la signature de conventions entre l'université Saàd-Dahleb et nombre d'opérateurs économiques, représentés par le laboratoire pharmaceutique «Hikma», l'opérateur téléphonique Ooredoo, et l'Agence nationale de valorisation de la recherche scientifique, relevant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. «Ces conventions, devant être suivies, à l'avenir, par d'autres accords similaires avec d'autres opérateurs», selon le P^r Mohamed Benzina, recteur de l'université, «visent à garantir un soutien financier aux étudiants pour expérimenter leurs projets, avant leur concrétisation sous la forme de micro entreprises, tout en leur assurant l'expertise technique des entreprises concernées», a-t-il observé. Le P^r Benzina a fait, à cet effet, part de la constitution d'une commission spéciale qui «entamera prochainement la sélection des idées innovantes susceptibles d'être concrétisées sur le terrain», a-t-il dit. L'université Saàd-Dahleb compte près de 3 000 étudiants sur le point d'obtenir leur diplôme de fin d'études, et les «mémoires et thèses d'un grand nombre parmi eux englobent des idées innovantes dignes d'être concrétisées sur le terrain», a-t-il estimé, en outre. D'où le rôle

d'importance de cette initiative académique (incubateur), a-t-il ajouté, dans le «soutien des étudiants pour faire face aux multiples contraintes rencontrées lors du montage de leurs entreprises, notamment aux volets gestion, finances, administratif, et commercial», a expliqué le même responsable. Le directeur du laboratoire «Hikma», Mamoune Araidha a, quant à lui, exprimé «la disponibilité» de son entreprise, qui «est sur le marché algérien depuis les années 90, et qui englobe de hautes compétences dans l'industrie pharmaceutique», a-t-il assuré, à «offrir son expertise aux étudiants désireux de monter leurs propres entreprises», a-t-il souligné. «Nous allons, également, œuvrer à mettre à disposition des étudiants sélectionnés au titre de ce projet d'incubateur, tout le matériel et les équipements nécessaires pour l'expérimentation de

leurs projets», a affirmé le responsable de ce laboratoire, comptant quatre usines de production de médicaments, dont la première usine nationale d'anticancéreux par voie orale. A son tour, le directeur général de Ooredoo Algérie, Nikolai Beckers a appelé les étudiants concernés à «croire en leurs aptitudes et compétences, et à exploiter cette opportunité qui leur offre pour réaliser leurs ambitions». Il a, aussi, exprimé la «disponibilité» de son entreprise à «partager son expertise en matière de communications, avec les étudiants du domaine, tout en leur assurant les moyens matériels nécessaires». Cet incu-



PH. A. D. R.

bateur, dont l'encadrement sera assuré par l'université «Saàd Dahleb», en coordination avec l'Agence nationale de valorisation de la recherche scientifique, est destiné à l'accompagnement des étudiants innovants des universités d'Alger, de Boumerdes, Tipasa et Khemis Miliana (Ain Defla), est-il signalé. **N. A./APS**

Relizane

Projets de développement au profit de la commune de Beni Zentis

La commune de Beni Zentis relevant de la wilaya de Relizane a bénéficié, durant les deux années écoulées, de projets de développement d'une valeur de plus de 250 millions DA, a-t-on appris jeudi auprès des Services de la wilaya. Les projets ont été financés dans le cadre du soutien par la Caisse de garantie de la solidarité des collectivités locales et du Programme communal de développement (PCD), a-t-on indiqué, précisant qu'ils concernent 21 opérations de développement, notamment le raccordement et le

renouvellement du réseau d'alimentation en eau potable et de celui de l'assainissement au profit de quartiers et des groupements d'habitation. La commune a bénéficié d'opérations d'entretien et de réhabilitation des routes, à l'instar de celles reliant douar «El Merazguia» à «Ouled Bouzar», et «Ouled Meftah» à «Ouled Boufidri» et «Zradla», sur une distance de 3,3 kilomètres, de même que la réhabilitation du chemin de wilaya (CW 52) reliant douar «Zenata» à «El Maarfia» sur 5 kilomètres. Le programme de développe-

ment de cette collectivité locale comporte la connexion du réseau électrique entre les douars de «Ouled Soltane», «Beni Gheliane» et «Ouled Sidi Abed», la réfection de quatre écoles primaires et d'une cantine scolaire, de plus que l'aménagement d'une salle de soins, ainsi que d'autres projets au profit des populations enclavées. Les services de la wilaya ont fait savoir que la majorité des projets dont a bénéficié la commune de Beni Zentis a été réceptionnée et que le restant des projets est en cours de réalisation. **Samy T.**

Saïda

Distribution de plus de 700 logements de type location/vente prévue en 2020

Pas moins de 702 logements de type location/vente (AADL2) seront distribués en deux étapes à Saïda durant le deuxième semestre de l'année en cours, a-t-on appris auprès de la

direction de l'Habitat. La première tranche de 376 logements sera distribuée à hai «Es-salem» en juillet prochain et la deuxième de 326 au même site en décembre 2020, a-t-on indiqué. Les travaux

d'aménagement externe de la nouvelle cité d'habitation sont en cours pour leur raccordement aux réseaux d'AEP, d'assainissement, d'électricité et de gaz, de pose des poteaux d'éclairage

public et de réalisation de trottoirs, d'espaces verts et d'aires de jeux, a-t-on précisé. Pour rappel, les clés de 509 logements de type location/vente ont été remis à leurs bénéficiaires à hai Es-

salem de Saïda. Ce quota s'ajoute à deux autres lots distribués en 2019, soit un total de 1 300 logements attribué dans la wilaya. Par ailleurs, il est attendu le lancement des travaux de réalisation de 303 logements de type location/vente au chef-lieu de wilaya. L'antenne de wilaya de l'Agence nationale d'amélioration et développement du logement (AADL) recense un programme de 2 905 logements de location/vente pour la wilaya, dont 1 900 réalisés, 702 en cours d'aménagement externe et 303 en voie de lancement. **O. Y.**

Béjaïa

Plus de 700 km de fibre optique posés en 2019

Plus de 700 km de fibre optique ont été posés sur le territoire de la wilaya de Béjaïa durant l'année 2019, portant la trame du réseau global dans la région à 2 150 km, selon la cellule de communication de la direction de wilaya d'Algérie télécom. Cette densification a pour effet d'améliorer non seulement les prestations de service d'Algérie Télécom mais également de faciliter l'accès à internet à des milliers d'abonnés, autant dans les grands centres urbains que dans les zones rurales, a-t-on expliqué. Ce bond en avant a été soutenu par ailleurs par l'injection sur le réseau de 14 nouveaux équipements d'accès de dernière génération permettant aux

usagers de bénéficier, notamment de l'offre «Idoomfibre», une offre portant sur le haut débit pouvant aller jusqu'à 100M/bits, a-t-on ajouté, expliquant que cette offre est destinée aux clients résidentiels, assurés ainsi

d'un accès haut débit à Internet (2-100 M/Bits) et d'une ligne fixe, assortie d'un forfait d'appels illimités. La wilaya compte présentement 29 équipements de cette nature. S'agissant des zones rurales ou enclavées, l'effort a été

axé sur l'exercice 2019 sur la densification de la 4G LTE. 38 490 clients en bénéficient déjà, a-t-on souligné. **N. T.**

Ouargla

Mise en service du réseau de gaz naturel dans la commune d'El-Alia

Le réseau de distribution de gaz naturel dans la commune d'El-Alia, daïra d'El-Hedjira (Ouargla), a été mis en service jeudi par le wali de Ouargla, Aboubakr Seddik Boucetta. Une tranche du réseau est localisée dans la localité de Taibine, avec 595 branchements, à travers un réseau de distribution de 21,5 km, a indiqué la direction locale de l'énergie. Aussi, 1 588 branche-

ments, via un réseau long de 50,5 km, ont été réalisés au chef-lieu de commune d'El-Alia, a-t-on ajouté. Le projet s'est vu accorder au titre du programme quinquennal de développement (2010/2014) une enveloppe de 687 millions DA, dont 515 millions DA comme contribution de l'Etat et 172 millions DA comme apport de l'entreprise Sonelgaz. Englobant un réseau de transport de 15 km,

Le projet, dont les travaux ont été lancés en 2014 et livrés en décembre 2019, a connu des interruptions des travaux, tantôt en raison de la révision du tracé du réseau de transport, tantôt du fait de l'opposition de certains citoyens, selon les explications fournies. **R. R.**

Blida

Activation d'un incubateur technologique régional à l'université Saàd-Dahleb

■ Un incubateur technologique régional a été activé jeudi à l'université Saàd-Dahleb de Blida, sélectionnée avec huit autres universités nationales pour la mise en œuvre de ce projet visant l'accompagnement des étudiants porteurs d'idées innovantes dans la concrétisation de leurs projets sur le terrain.

Par Nassima A.

La cérémonie d'activation officielle de cet incubateur régional a été marquée par la signature de conventions entre l'université Saàd-Dahleb et nombre d'opérateurs économiques, représentés par le laboratoire pharmaceutique «Hikma», l'opérateur téléphonique Ooredoo, et l'Agence nationale de valorisation de la recherche scientifique, relevant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. «Ces conventions, devant être suivies, à l'avenir, par d'autres accords similaires avec d'autres opérateurs», selon le P^r Mohamed Benzina, recteur de l'université, «visent à garantir un soutien financier aux étudiants pour expérimenter leurs projets, avant leur concrétisation sous la forme de micro entreprises, tout en leur assurant l'expertise technique des entreprises concernées», a-t-il observé. Le P^r Benzina a fait, à cet effet, part de la constitution d'une commission spéciale qui «entamera prochainement la sélection des idées innovantes susceptibles d'être concrétisées sur le terrain», a-t-il dit. L'université Saàd-Dahleb compte près de 3 000 étudiants sur le point d'obtenir leur diplôme de fin d'études, et les «mémoires et thèses d'un grand nombre parmi eux englobent des idées innovantes dignes d'être concrétisées sur le terrain», a-t-il estimé, en outre. D'où le rôle

d'importance de cette initiative académique (incubateur), a-t-il ajouté, dans le «soutien des étudiants pour faire face aux multiples contraintes rencontrées lors du montage de leurs entreprises, notamment aux volets gestion, finances, administratif, et commercial», a expliqué le même responsable. Le directeur du laboratoire «Hikma», Mamoune Araidha a, quant à lui, exprimé «la disponibilité» de son entreprise, qui «est sur le marché algérien depuis les années 90, et qui englobe de hautes compétences dans l'industrie pharmaceutique», a-t-il assuré, à «offrir son expertise aux étudiants désirant monter leurs propres entreprises», a-t-il souligné. «Nous allons, également, œuvrer à mettre à disposition des étudiants sélectionnés au titre de ce projet d'incubateur, tout le matériel et les équipements nécessaires pour l'expérimentation de

leurs projets», a affirmé le responsable de ce laboratoire, comptant quatre usines de production de médicaments, dont la première usine nationale d'anticancéreux par voie orale. A son tour, le directeur général de Ooredoo Algérie, Nikolai Beckers a appelé les étudiants concernés à «croire en leurs aptitudes et compétences, et à exploiter cette opportunité qui leur offre pour réaliser leurs ambitions». Il a, aussi, exprimé la «disponibilité» de son entreprise à «partager son expertise en matière de communications, avec les étudiants du domaine, tout en leur assurant les moyens matériels nécessaires». Cet incu-



PH. A. D. R.

bateur, dont l'encadrement sera assuré par l'université «Saàd Dahleb», en coordination avec l'Agence nationale de valorisation de la recherche scientifique, est destiné à l'accompagnement des étudiants innovants des universités d'Alger, de Boumerdes, Tipasa et Khemis Miliana (Ain Defla), est-il signalé. **N. A./APS**

Relizane

Projets de développement au profit de la commune de Beni Zentis

La commune de Beni Zentis relevant de la wilaya de Relizane a bénéficié, durant les deux années écoulées, de projets de développement d'une valeur de plus de 250 millions DA, a-t-on appris jeudi auprès des Services de la wilaya. Les projets ont été financés dans le cadre du soutien par la Caisse de garantie de la solidarité des collectivités locales et du Programme communal de développement (PCD), a-t-on indiqué, précisant qu'ils concernent 21 opérations de développement, notamment le raccordement et le

renouvellement du réseau d'alimentation en eau potable et de celui de l'assainissement au profit de quartiers et des groupements d'habitation. La commune a bénéficié d'opérations d'entretien et de réhabilitation des routes, à l'instar de celles reliant douar «El Merazguia» à «Ouled Bouzar», et «Ouled Meftah» à «Ouled Boufidri» et «Zradla», sur une distance de 3,3 kilomètres, de même que la réhabilitation du chemin de wilaya (CW 52) reliant douar «Zenata» à «El Maarfia» sur 5 kilomètres. Le programme de développe-

ment de cette collectivité locale comporte la connexion du réseau électrique entre les douars de «Ouled Soltane», «Beni Gheliane» et «Ouled Sidi Abed», la réfection de quatre écoles primaires et d'une cantine scolaire, de plus que l'aménagement d'une salle de soins, ainsi que d'autres projets au profit des populations enclavées. Les services de la wilaya ont fait savoir que la majorité des projets dont a bénéficié la commune de Beni Zentis a été réceptionnée et que le restant des projets est en cours de réalisation. **Samy T.**

Saïda

Distribution de plus de 700 logements de type location/vente prévue en 2020

Plus de 702 logements de type location/vente (AADL2) seront distribués en deux étapes à Saïda durant le deuxième semestre de l'année en cours, a-t-on appris auprès de la

direction de l'Habitat. La première tranche de 376 logements sera distribuée à hai «Es-salem» en juillet prochain et la deuxième de 326 au même site en décembre 2020, a-t-on indiqué. Les travaux

d'aménagement externe de la nouvelle cité d'habitation sont en cours pour leur raccordement aux réseaux d'AEP, d'assainissement, d'électricité et de gaz, de pose des poteaux d'éclairage

public et de réalisation de trottoirs, d'espaces verts et d'aires de jeux, a-t-on précisé. Pour rappel, les clés de 509 logements de type location/vente ont été remis à leurs bénéficiaires à hai Es-

salem de Saïda. Ce quota s'ajoute à deux autres lots distribués en 2019, soit un total de 1 300 logements attribué dans la wilaya. Par ailleurs, il est attendu le lancement des travaux de réalisation de 303 logements de type location/vente au chef-lieu de wilaya. L'antenne de wilaya de l'Agence nationale d'amélioration et développement du logement (AADL) recense un programme de 2 905 logements de location/vente pour la wilaya, dont 1 900 réalisés, 702 en cours d'aménagement externe et 303 en voie de lancement. **O. Y.**

Béjaïa

Plus de 700 km de fibre optique posés en 2019

Plus de 700 km de fibre optique ont été posés sur le territoire de la wilaya de Béjaïa durant l'année 2019, portant la trame du réseau global dans la région à 2 150 km, selon la cellule de communication de la direction de wilaya d'Algérie télécom. Cette densification a pour effet d'améliorer non seulement les prestations de service d'Algérie Télécom mais également de faciliter l'accès à internet à des milliers d'abonnés, autant dans les grands centres urbains que dans les zones rurales, a-t-on expliqué. Ce bond en avant a été soutenu par ailleurs par l'injection sur le réseau de 14 nouveaux équipements d'accès de dernière génération permettant aux

usagers de bénéficier, notamment de l'offre «Idoomfibre», une offre portant sur le haut débit pouvant aller jusqu'à 100M/bits, a-t-on ajouté, expliquant que cette offre est destinée aux clients résidentiels, assurés ainsi

d'un accès haut débit à Internet (2-100 M/Bits) et d'une ligne fixe, assortie d'un forfait d'appels illimités. La wilaya compte présentement 29 équipements de cette nature. S'agissant des zones rurales ou enclavées, l'effort a été

axé sur l'exercice 2019 sur la densification de la 4G LTE. 38 490 clients en bénéficient déjà, a-t-on souligné.

N. T.

Ouargla

Mise en service du réseau de gaz naturel dans la commune d'El-Alia

Le réseau de distribution de gaz naturel dans la commune d'El-Alia, daïra d'El-Hedjira (Ouargla), a été mis en service jeudi par le wali de Ouargla, Aboubakr Seddik Boucetta. Une tranche du réseau est localisée dans la localité de Taibine, avec 595 branchements, à travers un réseau de distribution de 21,5 km, a indiqué la direction locale de l'énergie. Aussi, 1 588 branche-

ments, via un réseau long de 50,5 km, ont été réalisés au chef-lieu de commune d'El-Alia, a-t-on ajouté. Le projet s'est vu accorder au titre du programme quinquennal de développement (2010/2014) une enveloppe de 687 millions DA, dont 515 millions DA comme contribution de l'Etat et 172 millions DA comme apport de l'entreprise Sonelgaz. Englobant un réseau de transport de 15 km,

Le projet, dont les travaux ont été lancés en 2014 et livrés en décembre 2019, a connu des interruptions des travaux, tantôt en raison de la révision du tracé du réseau de transport, tantôt du fait de l'opposition de certains citoyens, selon les explications fournies. **R. R.**

Libye

L'UA propose l'envoi d'observateurs pour surveiller le cessez-le-feu

■ L'Union africaine (UA) va proposer une mission d'observateurs conjointe avec l'ONU pour surveiller le respect du cessez-le feu en Libye, alors que les deux camps rivaux sont prêts à négocier une trêve durable, a appris l'APS hier de source proche du dossier.

Par Moncef G.

« **U**ne fois la cessation des hostilités signée, l'Union africaine va proposer une mission d'observateurs conjointe avec l'ONU pour veiller au respect effectif du cessez-le-feu sur le terrain », confie la même source à l'APS de la veille d'un sommet africain important sur la Libye.

L'Organisation panafricaine qui veut se ressaisir du dossier libyen s'active depuis quelques semaines à jouer un rôle de premier plan pour contenir la crise dans ce pays plongé dans le chaos depuis 2011.

La proposition de l'Union africaine intervient au lendemain des pourparlers de Genève entre les belligérants libyens. Les deux partis ont accepté de transformer la «trêve» en un «cessez-le-feu durable» mais les conditions ne sont pas encore établies.

Aujourd'hui, le Conseil de la paix et de la sécurité de l'UA (CPS) se réunira en sommet, pour «sécuriser une démarche africaine adaptée qui aidera à fixer le cessez-le-feu, le respect de l'embargo sur les armes et la cessation des interférences en Libye», a déclaré jeudi le commissaire à la paix et la sécurité de l'UA, Smail Chergui, dans un entretien à l'APS.

Le sommet réunira les chefs d'Etat membres du CPS en plus du Premier ministre libyen, Faiz Essaraj, le SG de l'ONU et le président du Comité de haut niveau de l'UA sur la Libye, le président congolais Sassou Nguesso.

Trois autres chefs d'Etat

conviés à ce sommet pour discuter notamment de la crise au Sahel entremêlée à celle de la Libye : le Burkinabé Roch Marc Christian Kaboré, président du G5 Sahel et du processus de Nouakchott, le Sud-Africain Cyril Ramaphosa et le Nigérien Issoufou Mahamadou, président de la Cedeao.

Au menu de ce sommet extraordinaire figure l'examen des conclusions de la réunion du Comité de haut niveau sur la Libye à Brazzaville, celles du Congrès de Berlin ainsi que les acquis de la réunion des pays frontaliers de la Libye qui s'est tenue le 23 janvier à Alger.

Ces conclusions devraient permettre à l'UA de «déterminer les mesures opérationnelles pour rendre le Comité de haut niveau plus proactif et de définir la contribution de l'Afrique à la cessation effective des hostilités», a-t-il ajouté.

«Il est important que notre démarche de réconciliation soit inclusive, et qu'elle aille au-delà des deux parties qui s'affrontent sur le terrain.

Nous devons toucher tous les intervenants et parties libyennes qui peuvent nous aider à dessiner une solution durable à ce conflit», a précisé l'Algérien Smail Chergui.

Pour rappel, la déclaration de Berlin a confié à l'UA la tâche de réunir les belligérants libyens pour les ramener à la table des négociations en vue d'une réconciliation nationale. L'Algérie s'est proposée pour accueillir ce forum de réconciliation entre protagonistes de la crise libyenne.



La Libye, pays riche en ressources pétrolières, est plongée dans le chaos depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi, après une intervention militaire menée par l'Alliance atlantique et désapprouvée par l'Afrique, dont les pays voisins qui subissent directement les conséquences de ce conflit.

Cessez-le feu durable en Libye : Salamé relève des progrès dans les pourparlers inter-libyens à Genève

Le chef de la Mission de soutien des Nations unies en Libye (Manul), Ghassan Salamé, a relevé des progrès dans les pourparlers inter-libyens à Genève en vue d'un accord de cessez-le-feu durable en Libye, soulignant qu'il reste encore

quelques «points de divergence» à régler.

«Des progrès ont été faits sur de nombreux sujets importants et nous avons devant nous des convergences dans plusieurs domaines», a indiqué M. Salamé devant la presse, au quatrième jour de tractations entre hauts responsables militaires des deux parties dans la capitale helvétique.

Le chef de la Mission onusienne en Libye a, toutefois, ajouté qu'il restait encore à «apporter des précisions à notre projet final» et à régler «deux ou trois points de divergence», sans préciser lesquels, pour arriver à un accord qui devra ensuite être entériné par les deux parties.

L'émissaire onusien a, en outre, indiqué qu'en plus de ces pourparlers militaires, des discussions étaient aussi prévues sur le volet économique le 9

février au Caire, et s'est déclaré confiant sur la tenue de négociations sur le volet politique à partir du 26 février à Genève.

Mercredi, M. Salamé s'était félicité de voir les belligérants accepter de transformer la «trêve» en un «cessez-le-feu durable» dont les paramètres restent à préciser.

Il avait également déploré que les envois d'armes et de «combattants étrangers» n'aient pas cessé en Libye. Mardi, M. Salamé a déploré la façon dont l'embargo sur les armes a été «incassamment» violé depuis la chute de l'ancien régime de Maamar Kadhafi en 2011, avec «des preuves» d'une ingérence étrangère croissante.

A ce propos, il avait déclaré, à des journalistes à Genève qu'il espère que «ceux qui exportent ces armes» en Libye «comprendent qu'il y a déjà plus de 20 millions de munitions dans le pays, et que cela suffit, et que le pays n'a pas besoin de nouveaux équipements».

La violation de l'embargo «a permis la reprise des hostilités en Libye», a ajouté M. Salamé, rappelant que la Conférence internationale sur la Libye, tenue à Berlin le mois de janvier dernier, a renouvelé la nécessité du respect dudit embargo.

Les pourparlers de Genève, les premiers du genre entre les belligérants en Libye, sont sous les auspices des Nations unies à Genève.

Ils impliquent cinq officiers supérieurs nommés par le Gouvernement libyen d'union nationale reconnu par l'ONU (GNA) dirigé par Fayeza Serraj et cinq officiers supérieurs nommés par l'Armée nationale libyenne (ANL), dirigée par Khalifa Haftar.

La commission militaire a été l'un des résultats de la Conférence de Berlin du 19 janvier sur la Libye, visant la consolidation du cessez-le-feu en vigueur en Libye et une réconciliation inter-libyenne. **M. G./APS**

Histoire/Commémoration

Sakiet Sidi Youssef, symbole de la fraternité «sincère» entre l'Algérie et la Tunisie

Les événements de Sakiet Sidi Youssef demeureront à jamais le symbole de la fraternité «sincère» et de la solidarité «agissante» entre l'Algérie et la Tunisie, ont affirmé, jeudi à Alger, les participants à une conférence organisée à l'occasion de la commémoration du 62^e anniversaire de ces événements.

«Les massacres de Sakiet Sidi Youssef où les sangs des Algériens et des Tunisiens se sont mêlés, ont contribué à l'écriture d'une page prestigieuse dans les relations entre les deux pays et demeureront gravés à travers l'histoire comme un symbole de la fraternité et de la solidarité agissante, et une occasion pour promouvoir les relations bilatérales au plus haut niveau», ont estimé des moudjahidine, des personnalités historiques et des enseignants spécialistes en histoire de l'Algérie présents à la conférence.

A cet effet, le secrétaire général du ministère des Moudjahidine et ayants droit a indiqué que les événements de Sakiet Sidi Youssef, un exemple de résistance, constituaient «le gage d'une lutte commune et la fin des espérances de la France coloniale de

couper tous les liens de coopération, d'entraide, de solidarité et de combat commun entre les deux peuples, algérien et tunisien».

«En sus de la coordination des efforts des peuples maghrébins, ces événements ont permis de changer la donne aux niveaux national et international et sur les plans politique, militaire et diplomatique», a-t-il soutenu.

Evoquant la symbolique de cette date mémorable, l'intervenant a appelé «à en tirer les enseignements de notre histoire commune et de la communauté du destin en vue de conjuguer les efforts des enfants des deux pays et les imprégner des valeurs de leurs aïeux».

Le Conseiller de l'ambassadeur tunisien, Lotfi Azimi a dit, pour sa part, que la commémoration de ces événements «témoigne de la profondeur et de l'excellence des relations entre l'Algérie et la Tunisie», estimant que la visite effectuée récemment par le Président tunisien, Kais Saïed, en Algérie, étant sa première visite à l'étranger, se voulait «une véritable concrétisation de ces fortes relations».

Dans son intervention, M. Azimi a appelé à la consécration de ces événements dans les programmes d'enseignement des deux pays, pour que «les générations montantes y puisent la force et les enseignements nécessaires à leur vie future».

Le forum a vu la présentation de communications scientifiques axées essentiellement autour des raisons, objectifs et résultats des bombardements de Sakiet Sidi Youssef, ainsi que des témoignages vivants sur les événements qui ont révélé la barbarie et la brutalité du colonisateur français, un certain 8 février 1958, à l'encontre de civils désarmés, prétextant du «droit de poursuite» des unités de l'ALN.

Le professeur tunisien Wasli Mohamed a présenté, à l'occasion, un livre dans lequel il met en exergue les hauts faits de la guerre de Libération nationale, sous le titre «Ghardimaou : base-arrière par excellence de la Révolution algérienne».

A rappeler que l'attaque française contre Sakiet Sidi Youssef a fait 79 morts, dont 20 enfants, 11 femmes et 130 blessés. **R. M.**



Yémen

Les USA tuent Qassem al-Rimi, chef du groupe Al-Qaïda dans la péninsule arabique

■ Les Etats-Unis ont annoncé jeudi avoir «éliminé» au Yémen Qassem al-Rimi, chef yéménite d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa), un groupe jihadiste dont se sont réclamés des auteurs d'attentats anti-occidentaux.

Par Rosa C.

«**S**ur les instructions du président Donald Trump, les Etats-Unis ont mené une opération antiterroriste au Yémen et ont réussi à éliminer Qassem al-Rimi, un fondateur et le chef du groupe Al-Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa)», a annoncé dans un communiqué la Maison-Blanche. Sous la direction d'al-Rimi, Aqpa a perpétré «des violences inqualifiables contre des civils au Yémen et a cherché à perpétrer et inspirer de nombreuses attaques contre les Etats-Unis et nos forces», a ajouté le texte. La mort de Qassem al-Rimi «affaiblit davantage Aqpa et le mouvement mondial Al-Qaïda et cela nous rapproche de l'élimination des menaces que ces groupes posent à notre sécurité nationale», a également justifié la Maison-Blanche. Selon l'exécutif américain, al-Rimi avait rejoint Al-Qaïda dans les années 1990, travaillant en Afghanistan pour Oussama Ben Laden, responsable des attentats du 11 sep-



Ph. > D. R.

tembre 2001 commis aux Etats-Unis. Aqpa a profité de l'affaiblissement du pouvoir central au Yémen pour renforcer son emprise dans le sud et le sud-est du pays, ravagé par la guerre depuis mars 2015. Le groupe Al-Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa) avait revendiqué la

fusillade perpétrée début décembre dans une base militaire américaine à Pensacola, en Floride, ayant tué trois marins, selon un communiqué dimanche du centre américain de sur-

veillance des sites islamistes SITE. «Dans un discours audio de son chef, Qassem al-Rimi, Aqpa a revendiqué l'attaque en décembre 2019 de la base aéronavale de Pensacola», avait rapporté SITE. La diplomatie américaine avait doublé en 2018 la récompense offerte pour la capture de Qassem al-Rimi, la faisant passer de 5 à 10 millions de dollars. Celui-ci était aussi sous le coup de sanctions du Trésor américain et de l'ONU pour sa participation à un attentat meurtrier près de l'ambassade des Etats-Unis à Sanaa et pour son soutien supposé au jeune Nigérien Umar Farouk Abdulmutallab qui, le jour de Noël 2009, avait tenté de faire sauter un vol Amsterdam-Detroit en cachant des explosifs dans son slip. Les Etats-Unis ont intensifié leurs frappes par drones visant Al-Qaïda dans la péninsule arabique depuis l'arrivée à la Maison-Blanche de Donald Trump. Le président américain a par ailleurs autorisé d'autres

frappes au Moyen-Orient, comme celle qui a tué début janvier à Bagdad le puissant général iranien Qassem Soleimani, un commandant des Gardiens de la Révolution. En 2011, l'imam Anwar al-Awlaki, ex-recruteur très influent d'Al-Qaïda, né et élevé aux Etats-Unis avant de rejoindre le réseau d'Oussama ben Laden au Yémen, avait été tué par une frappe de drone. Une frappe similaire avait éliminé le précédent chef d'Aqpa, Nasser al-Wahishi, en 2015. Jalal Belaidi, alias Abou Hamza al-Zinjibari, un important dirigeant d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique, a lui péri début 2016 avec deux de ses gardes du corps lorsque leur voiture a été pulvérisée par une attaque de drone américain. Les frères Chérif et Saïd Kouachi, auteurs de l'attaque le 7 janvier 2015 au siège de l'hebdomadaire satirique «Charlie Hebdo» à Paris, s'étaient réclamés d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique.

R. C.

Baghdad

La révolte s'est fracturée et les camarades sont devenus ennemis

Pendant des mois, ils ont campé côte-à-côte et scandé les mêmes slogans contre le pouvoir en Irak. Mais aujourd'hui, les partisans du leader chiite Moqtada Sadr ont changé de camp et les autres manifestants se disent désormais à la merci d'un ennemi de plus. «On distribuait de la nourriture dans leurs tentes au début des manifestations», se rappelle Mona, une militante présente sur la place Tahrir de Bagdad depuis le début de la «révolution d'octobre». «Et maintenant, ils nous font ça?», s'empare cette jeune secouriste après que huit manifestants anti-pouvoir ont été tués cette semaine dans des affrontements avec des sadristes. «Dès le début, je savais qu'ils nous abandonneraient», se lamente cette Irakienne, alors que la récente volte-face de Sadr – connu pour sa capacité à changer d'avis et de camp à toute vitesse – a fracturé la révolte. D'un côté, les sadristes qui veulent donner sa chance au Premier ministre désigné Mohammed Allawi, qui doit former un gouvernement sous un mois. De l'autre, les manifestants anti-pouvoir qui rejettent un politicien de 65 ans, déjà deux fois ministre, et réclament un nouveau système politique et une classe dirigeante entièrement renouvelée. Les deux camps sont déjà allés à l'affrontement. A Bagdad, les «casquettes bleues», le couvre-chef des sadristes, ont passé à tabac des manifestants et menacé d'autres. Aujourd'hui, la mine patibulaire,

ils gardent l'entrée du «restaurant turc», un immense bâtiment abandonné surplombant Tahrir devenu «la tour de contrôle de la révolution», empêchant les manifestants d'y entrer. Là où les hauts murs et les 15 étages étaient couverts de banderoles et de clichés des «martyrs», ils ont tout mis à bas, sifflant la fin de la récréation sur une place qui avait pris des airs de forum culturel, politique et social. «La situation a radicalement changé sur Tahrir», assure Mona qui n'y reste plus jour et nuit mais fait désormais des brefs passages, aux aguets, au cas où un sadriste entendrait ses critiques. Dès le départ, l'atmosphère était étrange: les manifestants qui revendiquaient l'indépendance de leur mouvement spontané défilaient avec des militants sadristes. Alors, ces derniers assuraient se mobiliser à titre personnel et non pas sur ordre du mouvement – habitué des manifestations monstres – et ne ménageaient pas leurs efforts pour distribuer nourriture, matelas et autres tentes sur Tahrir. Surtout, le soutien politique du turbulent Sadr, qui tient le premier bloc du Parlement, a donné du poids au mouvement et empêché une répression plus massive encore d'un mouvement émaillé par près de 490 morts et 30 000 blessés. Si des militants ont eu l'impression de signer un pacte avec le diable, une nuit de décembre a fini de convaincre les derniers sceptiques. Ce soir-là, des hommes armés que l'Etat assure ne pas pouvoir identifier mais que les manifestants accu-

sent d'être liés aux partis pro-Iran ont tué 20 personnes près de Tahrir. Les seuls qui ont répondu sont les «casquettes bleues», qui ont elles-mêmes compté des morts dans leurs rangs. Depuis, Moqtada Sadr a envoyé plusieurs tweets contradictoires, provoquant la perplexité dans les rangs des «casquettes bleues». Il a appelé à des manifestations distinctes contre les Etats-Unis, affirmant ne plus soutenir les manifestations anti-pouvoir, s'est rangé derrière Allawi, puis a demandé à ses troupes de ressortir dans les rues mais cette fois pour faire rouvrir écoles et administrations fermées par la désobéissance civile. «Un tweet et ils arrivent, un autre tweet et ils repartent», résume, dans un sourire amer, Mona. «Mais qu'est-ce que vous voulez à la fin?», interroge un peu plus loin la banderole d'un manifestant. Une autre proclame: «les gaz lacrymogènes et les balles tirées par des étrangers, c'est facile, mais les bâtons des nôtres m'ont tués», alors que des sadristes portant des bâtons apparaissent régulièrement aux abords des campements anti-pouvoir. «Avant les sadristes ne nous dérangeaient pas parce qu'ils n'interféraient pas dans nos manifestations. Maintenant, c'est différent», affirme Mohammed, un étudiant installé sous une tente. Autour de l'abri de fortune où il dort depuis des mois avec ses camarades, un QG des sadristes et plusieurs installations des «casquettes bleues» sont visibles.



Commentaire

Acquittement

Par Fouzia Mahmoudi

Sans surprises, Donald Trump après plusieurs semaines de procès par le Sénat américain, a été mercredi acquitté. Un résultat anticipé par de nombreux observateurs qui se doutaient bien que le Sénat, composé majoritairement par des Républicains, finirait par acquitter le président des Etats-Unis, lui offrant ainsi non seulement un formidable argument pour sa campagne présidentielle, mais surtout embarrassant profondément les Démocrates qui attendaient pourtant ce procès en destitution depuis novembre 2016. Après le «verdict», Trump a jeudi donné une conférence de presse dans laquelle il décrit avoir enduré «une terrible épreuve» avec sa mise en accusation. Selon lui, tout a été orchestré par des «gens très malhonnêtes et corrompus». «Nos adversaires ont fait l'impossible pour nous détruire et blesser durement notre pays», a-t-il assuré, lors de sa première prise de parole depuis le vote de la veille. Les Démocrates «savent que ce qu'ils font est mal, mais ils mettent leurs intérêts avant celui de notre grand pays» tandis que le Sénat, à majorité Républicaine, «a eu la sagesse, la rigueur morale et la force de faire ce qu'ils savaient être juste», a-t-il poursuivi. «Je n'aime pas les gens qui utilisent leur foi pour justifier leurs mauvaises actions», a-t-il ajouté, en référence au geste théâtral de la présidente Démocrate de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, qui a déchiré mardi sa copie de l'allocation du président lors du discours sur l'état de l'Union devant le Congrès. «Tant de personnes ont été blessées et nous ne pouvons pas le tolérer», a indiqué Donald Trump. Pour les Démocrates, son acquittement n'a «aucune valeur», à défaut, selon eux, d'un procès «équitable». La mise en accusation de Donald Trump restera comme une tache indélébile sur un mandat truffé de scandales. Avant lui, seuls deux de ses prédécesseurs, Andrew Johnson en 1868 et Bill Clinton en 1998, avaient connu une telle avanie. Mais le président américain loin de voir ça avec cette optique porte au contraire son acquittement comme un badge d'honneur et la preuve justement de son intégrité et de la duplicité et de l'acharnement des Démocrates. Ces derniers qui ont la même semaine vécu une première élection primaire catastrophique dans l'Etat de l'Iowa devraient ainsi se focaliser plus sur la campagne qu'ils mèneront contre Trump pour la présidentielle en essayant de discuter des thématiques qui intéressent réellement les Américains, tout du moins ceux qui se déplacent aux urnes, plutôt que de chercher à tout prix à mener le combat sur le terrain de la morale comme le fit sans succès Hillary Clinton en 2016. F. M.

Musée d'art moderne d'Oran

Le peintre Julio Pizzano expose ses œuvres en Algérie

■ Le peintre espagnol Julio Lozano Pizzano expose ses œuvres pour la première fois en Algérie. C'est au Musée d'art moderne d'Oran (MAMO) que se tient cette exposition intitulée «Entre mer et terre». Il s'agit de plus de trente tableaux mettant en relief l'expérience artistique du peintre espagnol Julio Lozano Pizzano qui mélange en une seule technique post-photographie et peinture acrylique.

Par Abla Selles

Trente-cinq tableaux mettant en relief l'expérience artistique du peintre espagnol Julio Lozano Pizzano qui mélange en une seule technique post-photographie et peinture acrylique ont été exposés jeudi sur les cimaises du Musée d'art moderne d'Oran (MAMO).

Cette exposition de l'artiste peintre espagnol met en exergue des tableaux reproduisant la nature sur le thème «Entre mer et terre» dans un style mélangeant en une seule technique post-photographie et peinture acrylique, avec l'utilisation du métal pour concrétiser des paysages de la terre et de la mer dans des couleurs vives et flamboyantes.

Cet artiste, résidant en Algérie, reproduit des paysages naturels pittoresques, des scènes et des moments de la vie quotidienne dans un style et une vision artistique de post-photographie adoptée depuis 2008, a-



t-il souligné en marge de cette manifestation.

«Depuis que je suis venu en Algérie, j'ai découvert une nouvelle culture et j'ai été subjugué par sa nature et les paysages attrayants de Tamanrasset, Djanet et Timimoun, ce qui a

rendu mon expérience artistique unique et distincte du reste des expériences artistiques», a-t-il déclaré à la presse.

Cette influence est présente dans ses toiles qui dépeignent la nature du Sud de l'Algérie, notamment les ksours, le sable,

les chameaux et ses dessins sur des récipients en cuivre de grande taille dans de belles couleurs, mettant en exergue la créativité de l'artiste dans l'adaptation du métal et en faisant avec un chef-d'œuvre artistique.

L'ensemble des peintures

présenté à l'exposition, qui se poursuivra jusqu'au 4 mars prochain, comprend des dessins sur des êtres et choses de la mer et de la terre dont les poissons, les montagnes, les collines, des fleurs et de la neige, que le visiteur peut contempler au Musée d'art moderne d'Oran.

A l'occasion de cette manifestation, organisée par le musée national public «Ahmed-Zabana» et l'Institut culturel espagnol «Cervantes» d'Oran, l'artiste peintre Julio Lozano Pizzano présente également deux montages artistiques : le premier, un palmier symbolisant la terre et la nourriture, le deuxième, un navire qui représente la mer et ses trésors, ainsi qu'une vidéo sur la terre et la mer.

Cet artiste multidisciplinaire, qui expose pour la première fois à Oran, a déjà participé à une exposition conjointe avec cinq peintres algériens à l'Institut d'Alger ainsi qu'à l'étranger.

A. S.

Dix ans après la disparition du peintre Ali Khodja — Un grand homme de culture et de créativité

Son nom restera à jamais gravé dans le catalogue philatélique algérien qu'il a enrichi d'une cinquantaine de vignettes : Ali-Khodja Ali, miniaturiste et peintre disparu il y a dix ans, a marqué de son empreinte la mémoire collective, surtout à travers le timbre-poste. Elève et neveu des artistes Mohamed et Omar Racim, ses oncles maternels, Ali-Khodja Ali signe le premier timbre émis le 5 juillet 1963, portant la mention «EA» (Etat algérien). La vignette, émise à l'occasion du premier anniversaire de l'indépendance, sera suivie par d'autres commandes du ministère de la Poste pour le compte duquel l'artiste réalisera des timbres jusqu'en 1981.

Natif d'Alger en 1923, Ali-

Khodja Ali a grandi entouré de ses deux oncles artistes qui le recueilleront à l'âge de 4 ans après le décès de son père. Ancien élève d'Omar Racim à l'Ecole des beaux-arts d'Alger, il dévoile ses premières œuvres à l'âge de 23 ans, après avoir suivi des cours de calligraphie et d'enluminure avec comme condisciples Mohamed Temmam et Bachir Yelles. Ali-Khodja a enseigné durant une trentaine d'années la décoration à l'Ecole des beaux-arts, après avoir quitté, en 1961, le poste de dessinateur au Bureau d'études du service de l'Artisanat, ancêtre du Musée des arts et traditions populaires.

Après l'indépendance, il se consacre à la conception d'affiches, en se distinguant notam-

ment par celle consacrée au premier Festival panafricain (1969). Mais n'abandonnera pas pour autant la peinture et continuera à participer aux expositions collectives.

En 1990, il présente ses nouvelles toiles dans une exposition individuelle à Alger avant d'y exposer – pour la dernière fois –, en 2009.

Sa passion pour les chevaux et les chats particulièrement, s'illustre à partir de la fin des années 1960 à travers ses peintures qui prenaient pour thème les animaux. Cette tendance est perceptible notamment dans «Les chats» (1972) et «La harde» (1979), une des plus célèbres œuvres d'Ali Khodja représentant des chevaux dans une exquise

palette de couleurs. Traumatisé par l'assassinat de son oncle, Mohamed Racim, et de son épouse en 1975, l'artiste cessera toute activité artistique jusqu'au début des années 80. Cette période de la vie de l'artiste coïncide avec l'abandon des thèmes animaliers et des paysages pour la peinture abstraite, avec des titres allusifs comme dans «Signe des temps» (1982), «Cosmogonie» (1983), «Obsession» (1985) ou encore «Ambivalence» (1986). Le style figuratif était pour Ali-Khodja, une sorte de «libération émotionnelle dans une dimension où l'espace est plus grand», expliquera le miniaturiste Mustapha Adjaout, son ancien élève. Jusqu'à la fin de sa vie, Ali-

Khodja Ali continuera à peindre, sans que le poids de l'âge n'ait jamais eu d'emprise sur sa créativité.

L. B.

AGEND'ART

Galerie d'Arts de l'hôtel Sofitel (El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 15 février :
Exposition de photographies «Sur la route de Sefar, la ville éternelle de l'histoire» de Omar Dib.

Siège de la Fondation Ahmedet Rabah-Asselah

Jusqu'au 18 février :
Exposition collective d'arts plastiques «Un rêve... trois regards», avec l'architecte Chafa Ouzani (Béjaïa), les artistes plasticiens Djamel Talbi (Tizi-Ouzou) et Mourad Abdelaoui (Aïn Beïda).

Ezzoua'Art Galerie
Jusqu'au 12 février :
Exposition «Errances» d'Amal Dekar.

Centre commercial Festival City (Batna)
Jusqu'au 14 février :
4^e édition du Salon national du livre.

Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi (Alger)

Samedi 22 février :
Concert par l'artiste Zahia Benzengli, intitulé «Mosaïque andalouse». Un programme riche en poèmes et mélodies du patrimoine andalou et ses dérivés.

Palais de la culture Moufdi-Zakaria

La «Révolution de velours» présentée en photos

Une exposition de photographies revisitant des moments phares de l'histoire de la Tchécoslovaquie, marqués par la «Révolution de velours» de 1989 contre le régime communiste, a été inaugurée à Alger. Accueillie à la galerie Baya du Palais de la culture Moufdi-Zakaria, l'exposition intitulée «30 ans de la Révolution de velours», regroupe une trentaine de clichés en noir et blanc de grands photographes tchèques à l'image de Dana Kyndrova et Jiri Suk.

Elles donnent à voir des scènes de manifestations contre l'hégémonie et la dictature du régime du Parti communiste tchécoslovaque et qui devaient précipiter sa chute en 1989, ainsi que le retrait des troupes sovié-

tiques stationnées du pays.

D'autres clichés emblématiques immortalisent la manifestation des étudiants organisée à la mémoire de Jan Opletal, étudiant antinazi tué à Prague en 1939, et qui se transforme en révolte contre le régime communiste.

Un autre cliché montre une manifestation de Prague commémorant le 21^e anniversaire de la mort de Jan Palach, désormais symbole de la résistance en Tchéquie, qui s'était immolé par le feu en 1969 en signe de protestation contre le régime communiste et à l'occupation soviétique.

Des manifestants brûlant des symboles communistes (portait du président Klementi

Gottwald) ou encore des officiers soviétiques quittant le pays font partie de cette collection dédiée à la Révolution de velours.

Présentée à l'inauguration, l'ambassadrice de la République tchèque en Algérie, Lenka Pokorna, a affirmé que ces photos, déjà exposées en Tunisie, marquent le 30^e anniversaire de la «Révolution de velours», une «étape importante et décisive» dans l'histoire de la Tchécoslovaquie, marquant la fin de vingt ans d'occupation soviétique de ce pays et la naissance de deux Etats distincts : la République tchèque et la Slovaquie.

L'exposition est visible jusqu'au 22 février au Palais de la culture

M. K.

Ligue II (18^e journée)

L'OM risque gros

LE LEADER de la Ligue II, l'OM Médéa, sera en péril lors de cette 18^e journée en rendant visite au MO Béjaïa qui l'attendra de pied ferme pour tenter de sortir de cette spirale des mauvais résultats. Les Crabes n'auront pas le choix et se donneront à fond pour tenter de se reprendre, mais si les gars du Titteri ne comptent pas se laisser faire. Le match qui opposera l'USM Annaba au RC Arbaâ sera, sans aucun doute, l'attraction de la journée entre deux formations qui jouent les outsiders et qui feront tout pour se relancer dans la course à l'accession. La formation bônoise part avec les favoris du pronostic, mais il faudra quand même faire très attention à cette bonne équipe du

RCA qui ne souhaite pas se laisser faire. Le WA Tlemcen aura, lui, fort à faire lors de cette journée, vu qu'il se rend à Boussaâda pour y affronter l'ABS. Les Zianides savent qu'ils n'ont pas droit à l'erreur s'ils ne veulent pas se faire distancer dans la course à l'accession en Ligue I. **M. M.**

Le programme :
Samedi 8 février 2020 :
ASMO-JSMB
MCS-OMA
JSMS-MCEE
USMH-RCR
USMA-RCA
MOB-OM
ASK-DRBT
ABS-WAT

Ligue 1/Saison 2020-2021

La FAF transmet un cahier des charges aux clubs

LA FÉDÉRATION algérienne de football (FAF) a transmis aux clubs de Ligue 1 le nouveau cahier des charges indispensable pour l'octroi de la licence de club professionnel à partir de la saison 2020-2021, a annoncé jeudi l'instance fédérale. Le bureau fédéral de la FAF avait validé, le 28 janvier dernier, la procédure d'octroi de la Licence de club professionnel (LCP) qui sera instaurée à partir de la saison 2020-2021 pour les pensionnaires de la Ligue 1, précise la même source. Selon la FAF, les documents, au nombre de 19 qui seront exigés aux Sociétés sportives par action (SSPA) pour l'obtention de la LCP, ont été transmis aux présidents des conseils d'administration desdites SSPA.

Les documents à fournir pour l'obtention de la LCP pour la saison 2020/2021 doivent être remis par les SSPA à la première quinzaine du mois de juillet 2020, «ce qui donne un délai raisonnable de six mois à ces dernières pour se mettre aux normes réglementaires», souligne le site officiel de la FAF.

D'autre part, la FAF a sollicité les ministères de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, et de la Jeunesse et des Sports pour un «accompagnement», notamment en ce qui concerne certaines opérations exigées telles que l'installation de la vidéo surveillance dans les stades et la constitution de comités de supporters par chaque SSPA.

Championnat d'Afrique de lutte

Khaldi satisfait de l'organisation

LE MINISTRE de la Jeunesse et des Sports, Sid Ali Khaldi, a affirmé, jeudi à Alger, que «l'Algérie dispose de tous les moyens humains et matériels en matière d'organisation d'événements sportifs internationaux». Dans une déclaration à la presse en marge de la cérémonie d'ouverture des championnats d'Afrique qu'abrite la Coupole du Complexe olympique Mohamed Boudiaf du 4 au 9 février, le ministre a mis en avant les efforts visant le développement du sport, notamment à la lumière des dernières orientations du gouvernement. «Le nombre important des participants ari-

cains et arabes au rendez-vous d'Alger donne une image claire sur l'attrait des nombreuses opportunités d'organisation que recèle l'Algérie», a-t-il ajouté. Pour le ministre, la participation de 25 pays africains et près de 400 athlètes confirme le niveau atteint en matière d'organisation pour la Fédération de lutte qui a déjà fait «preuve par le passé de son professionnalisme» dans ce domaine. «Nous avons noté avec satisfaction l'accueil réservé par les organisateurs de cette compétition aux délégations africaines participantes, notamment en ce qui concerne l'hébergement et le transport», a relevé M. Khaldi.

Rallye Touareg 2020

Un cahier des charges est exigé par la FASM

LE PRÉSIDENT de la Fédération algérienne des Sports mécaniques (FASM), Karim Benhamiche, a assuré jeudi que l'organisation du rallye auto-moto «Touareg» doit répondre à un cahier des charges, en respect des lois algériennes. «Nous avons notifié au représentant d'AMA Event qui organise ce rallye en Algérie, que cet événement doit répondre à un cahier des charges qui défend les lois et intérêts de

réseaux sociaux en prévision de cet événement et ont récolté 800 000 euros auprès de 400 participants étrangers. «Toutes les démarches entreprises par cet organisateur ont été vaines après l'intervention des ministères de l'Intérieur et des Collectivités locales et de la Jeunesse et des Sports, qui ont notifié à AMA Event que la FASM est la seule entité habilitée à autoriser l'organisation du rallye Touareg», a-t-il souligné. Benhamiche a indiqué

Mission casse-cou pour le MCA

■ Le Mouloudia d'aller aura fort à faire lors de la manche retour des quarts de finale de la Coupe arabe des clubs qui l'opposera cet après-midi à Casablanca (Maroc) face au Raja.



Les gars du Doyen en danger

Par Mahfoud M.

Ayant perdu à l'aller au stade Tchaker de Blida sur le score de (2/1), le Doyen des clubs algériens a des chances minimes de passer au prochain tour, étant donné qu'il est appelé à marquer au moins deux buts sans en encaisser aucun, ce qui n'est pas évident face à une formation qui est en grande forme et également qualifiée en Ligue des champions d'Afrique. Il faudra une grosse dose de courage et surtout une concentration totale pour renverser la vapeur lors de cette manche retour, sachant que ce ne sera pas une sinécure.

Il faut rappeler que le club algérois traverse une crise multidimensionnelle, notamment avec l'instabilité du staff technique, dû au départ du coach français, Casoni, qui vient d'être remplacé par Neghiz, même si ce dernier ne prendra pas ses fonctions à partir de ce match, mais devra attendre le retour de l'équipe du Maroc pour entamer sa tâche. Il faut rappeler aussi que trois joueurs ont quitté l'équipe, préférant opter pour des formations du Golfe. Il s'agit de Azzi, Bendebka et Chafaï. Il ne sera pas facile au Doyen de se présenter avec une formation totalement remodelée. Toutefois, les poulains de Mekhazni qui

conduira l'équipe pour la dernière fois, tenteront quand même de terminer avec humilité. Il leur faudra donc être concentrés sur leur sujet, même si ce ne sera pas facile devant une bonne équipe du Raja qui a l'habitude des grands rendez-vous continentaux et régionaux. L'essentiel sera de donner une belle image du football algérien et de se reprendre après une série de contreperformances dont la dernière fut cette défaite face à l'ASAM, en plus de l'élimination en Coupe face au WAB qui a suscité une grosse colère au sein des supporters.

M. M.

Ligue I (17^e journée)

Le leader en péril à Bordj

Le leader de la Ligue I, le CR Belouizdad, sera en danger lors de cette 17^e journée en se rendant à Magra pour donner la réplique au club local. Toutefois, les poulains de Dumas qui ont étrié le CABBA lors de la précédente journée ne comptent pas s'arrêter là et espèrent continuer sur cette lancée en revenant avec un résultat probant de Bordj face au NCM. Les Rouge et Blanc sont, en tout cas, déterminés à poursuivre leur belle série et ajouter une autre équipe

à leur tableau de chasse. En l'absence du MCA qui sera occupé par la Coupe arabe, c'est l'autre co-dauphin, la JS Kabylie, qui tentera de profiter d'un éventuel faux pas du leader. Ce dernier rendra visite à la lanterne rouge, l'US Biskra, qui traverse une situation difficile. Les Canaris feront tout ce qui est en leur pouvoir pour confirmer leur statut et ajouter d'autres points à leur capital pour rester dans la course au titre. La JS Saoura, elle, jouera sur du velours en

accueillant l'AS Aïn Mila, même s'il lui faudra faire très attention à cette équipe qui ne compte pas se laisser faire. L'USM Alger, pour sa part, jouera un gros match en recevant le CS Constantine qui souhaite réussir un retour en force. Le stade Zabana d'Oran abritera une grosse affiche, puisque le Mouloudia local donnera la réplique à l'Entente de Sétif, une équipe en confiance qui reste sur un succès éclatant face au Rouge et Noir de l'USMA. Le NAHD et le CABBA affronteront respectivement l'ASO et l'USMBA dans des duels entre mal-classés et tenteront le tout pour le tout pour sortir de la zone de relégation.

M. M.

Le programme :
Samedi 8 février 2020 :
MCA-PAC (reporté)
NAHD-ASO
NCM-CRB
CABBA-USMBA
USMA-CSC
JSS-ASAM
MCO-ESS
USB-JSK

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Protection civile/Tissemsilt

Un incendie cause la perte de plus de 2 000 poussins

UN INCENDIE qui s'est déclaré, hier, dans une batterie avicole implantée du douar «Chenayer», dans la commune de Sidi Abed, a causé la perte de plus de 2 000 poussins, a-t-on appris des services de la Protection civile de Tissemsilt. Le sinistre a également détruit 35 quintaux d'aliments pour volailles ainsi que 80 bottes de foin, a ajouté la même source, précisant qu'un ouvrier, brûlé au premier degré, a été pris en charge au niveau de l'établissement hospitalier du chef-lieu de wilaya. L'intervention rapide des éléments de la Protection civile a permis de venir à bout des flammes et d'empêcher la propagation de l'incendie à une habitation voisine.

Mahi Y.

Sahara occidental

Des organisations internationales appellent le Maroc à la libération immédiate de la militante sahraouie Mahfouda Bamba Lafkir

L'OBSERVATOIRE pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme a lancé un appel urgent aux autorités marocaines pour garantir la sécurité physique et psychologique de la militante sahraouie, Mahfouda Bamba Lafkir, emprisonnée au Maroc, réclamant sa libération immédiate.

L'Observatoire a, dans un communiqué publié hier, demandé également aux autorités d'occupation de fournir «les soins médicaux nécessaires pour améliorer l'état de santé de la détenue sahraouie en raison de refus de l'administration pénitentiaire de la transférer à l'hôpital». L'observatoire a indiqué que «la grave situation que traverse la militante politique sahraouie Bamba Lafkir depuis son arrestation le 15 novembre 2019, dans le cadre de sa lutte pour son droit à l'autodétermination, a empiré dans les conditions difficiles dans lesquelles une femme est arrêtée et dans le refus systématique des autorités d'occupation marocaines de lui fournir les soins médicaux nécessaires». «Compte tenu de la gravité de la situation, l'Observatoire a renouvelé sa demande aux autorités marocaines d'occupation de garantir l'intégrité physique et psychologique de la militante sahraouie, ainsi qu'à tous les défenseurs des droits de l'Homme au Sahara occidental occupé».

«M^{me} Lafkir, ainsi que tous les défenseurs sahraouis détenus dans les prisons marocaines, doivent être libérés», a déclaré l'Observatoire. Il a ajouté : «Le Maroc doit immédiatement ouvrir une enquête approfondie, indépendante, efficace et impartiale sur les mauvais traitements dont elle a été victime, tout en identifiant les responsables de ces violations et en les traduisant en justice, conformément aux dispositions de la Déclaration sur les défenseurs adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 9 décembre 1998, notamment ses articles (1 et 2.12)».

L'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme, un partenariat de la FIDH et de l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT), a vocation à protéger les défenseurs des droits de l'Homme victimes de violations et à leur apporter une aide aussi concrète que possible. La FIDH et l'OMCT sont membres de ProtectDefenders.eu, le mécanisme de l'Union européenne pour les défenseurs des droits de l'Homme mis en œuvre par la société civile internationale.

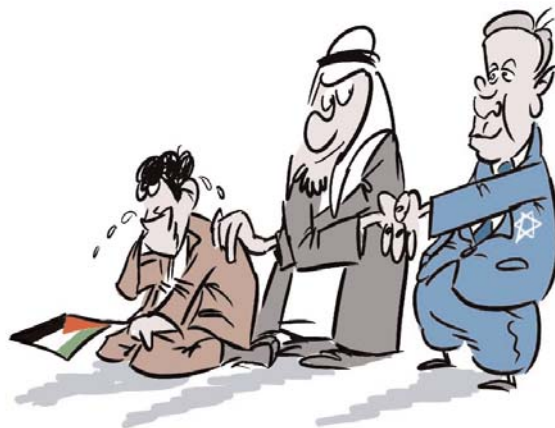
R. I.

Salaires mensuels de Ligue 1 Française

l'Algérien Slimani (Monaco) dans le Top 30

L'ATTAQUANT international algérien de l'AS Monaco, Islam Slimani, occupe la 27^e position au classement des plus gros salaires mensuels des joueurs du Championnat de football de Ligue 1 française, selon une publication du journal sportif «L'Equipe» qui a dévoilé hier la liste du Top 30, dominée par une razzia du Paris Saint-Germain. Outre Slimani qui est rémunéré à hauteur de 380 000 euros/mois, l'AS Monaco a réussi à placer quelques joueurs au niveau des remplaçants parisiens. Ben Yeder (12^e avec 650 000 euros), Fabregas (15^e, avec 600 000 euros) et Bakayoko (19^e, avec 450 000 euros) se portent également bien. Au plus haut niveau, le PSG, sans surprise, a fait une véritable razzia avec les 11 plus gros salaires de Ligue 1, et 15 des 20 plus gros. Au sommet de la pyramide, c'est le Brésilien Neymar qui est très loin devant tout le monde avec 3,060 ME par mois.

Normalisation avec Israël



Wanis

Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou /Projet des 100 logements pour les journalistes

Les entreprises réalisatrices sommées de les livrer en juin

■ Le projet de réalisation d'une centaine de logements au profit des journalistes locaux à Tizi Ouzou a été examiné jeudi en réunion d'évaluation de son état d'avancement, tenue au cabinet du wali, indique un communiqué de la cellule de communication des services de la wilaya.

Par Hamid M.

«Le wali de Tizi Ouzou, Mahmoud Djamaa, a présidé, le jeudi 6 février 2020, une réunion consacrée à l'examen de l'état d'avancement du projet de réalisation des 100 logements type LPA destinés aux journalistes, en présence des directeurs de l'exécutif concernés, les entreprises chargées de la réalisation, le bureau d'études et les représentants des journalistes bénéficiaires», précise la même source. «Le chef de l'exécutif de la wilaya a sommé les deux entreprises au respect des engagements pris lors de la dernière visite sur le chantier, notamment la date prévue pour la réception du projet pour le mois de juin prochain, comme il également

chargé la directrice de l'OPGI d'effectuer ce dimanche 9 février une visite sur le chantier avec les autres intervenants dans ledit projet en présence des représentants des journalistes bénéficiaires et arrêter avec les deux entreprises un planning des travaux qui restent à réaliser», selon le même communiqué. A rappeler que ces logements, implantés au niveau de la localité de Draa Ben Khedda (11 km à l'ouest de Tizi Ouzou), lancés depuis 2013, accusent un énorme retard induit par la résiliation du marché avec la première entreprise désignée pour leur réalisation. La reprise des travaux au niveau du même chantier il y a plus d'une année en faveur de la désignation de deux autres entreprises ne semble pas porter ses fruits.

Un mort et un blessé dans une collision entre un véhicule léger et un bus

Une personne a trouvé la mort et une autre a été blessée dans un accident survenu jeudi soir sur la RN12, à hauteur de la commune de Tadmait (17 km à l'ouest de Tizi Ouzou). Selon les indications fournies par la cellule de communication de la Protection civile, à l'origine du drame enregistré peu après 19h une collision entre un véhicule léger et un bus, causant le décès d'une femme et des blessures à un homme, tous deux occupants du premier véhicule. Une enquête a été ouverte par les services de sécurité pour élucider les circonstances de ce nouveau drame routier.

H. M.

Oran

Saisie de près de 10 000 comprimés psychotropes

Les services de la 17^e sûreté urbaine d'Oran ont opéré récemment une saisie de 9 488 comprimés psychotropes de différentes marques, a indiqué, hier, la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya. Exécutée sur la base de renseignements faisant état d'un dealer activant dans la commercialisation de psychotropes, cette opération a permis l'arrestation d'une per-

sonne âgée de 53 ans, en possession de cette quantité de psychotropes, après perquisition de son domicile où il a été découvert par les services de police, une quantité de 9 488 comprimés psychotropes de différentes marques ainsi qu'une somme d'argent estimée à 86 100 DA, issue de la vente de ce poison. Par ailleurs, les services de police de la 19^e sûreté urbaine d'Oran ont

récemment réussi à démanteler une association de malfaiteurs dont les membres sont impliqués dans une affaire de vol à l'intérieur d'un local commercial. Ils ont également récupéré une somme de d'argent estimée à plus de 3 millions de DA ainsi qu'un montant en devises d

13 000 euros.

Lyes

C.